A Madagascar, on se demande si on se trouve bien dans une IVème république avec un président élu ou si le pays est encore coincé dans le sas d'une transition prolongée par des dirigeants aussi incompétents qu'irréalistes dont les actions reposent totalement sur l'argent des bailleurs de fonds. Ils n'ont pas compris qu'il faut agir au lieu de palabrer et de se donner des délais qui ne seront jamais respectés, faute d'argent justement. Un cercle vicieux pour les trois ans qui leur reste au pouvoir, sauf… imprévu émanant d'eux-mêmes, avec une ou deux conneries hebdomadaires.

Exemples anthologiques : trois mois avec le dernier gouvernement de la transition ; une HCC qui démontre comment violer légalement la constitution avec des « *considérant* » nébuleux pour mieux noyer le poisson ; l'utilisation de la CENI-T (Commission électorale nationale indépendante POUR LA TRANSITION) pour l'organisation des prochaine élections encore sujettes à caution (dans tous les sens du terme) ; la politisation à outrance de l'administration publique, malgré les
« *blabla* »
de la cour présidentielle qui s'excuse donc s'accuse. A cela s'ajoute donc le retour en force du GIS-M qui vient ajouter encore plus d'embrouillamini à l'africaine pour instaurer l'impunité totale de haut vol, avec une réconciliation
« *nationale* »
devenue une litanie présidentielle stérile, au même titre que l'Etat de droit et la démocratie. En attendant on-ne-sait-plus quoi, voici le compte-rendu de la 2ème réunion du GIS-M qui s'est tenue le 13 avril 2015, au Carlton Anosy. Cela, rien que pour constitutionnaliser une feuille de route menant droit dans un abîme sans fond. C'est lassant d'écrire les mêmes
« *remarques* »
sur ce régime Rajaonarimampianina qui commet exactement les mêmes erreurs que les régimes Tsiranana, Ratsiraka, Zafy et Ravalomanana réunis, en un laps de temps record. Nous savons tous que les mêmes causes produiront toujours les mêmes effets. Mais, dans le langage diplomatique, le ciel sera toujours beau. Jusqu'à ce que... Archives pour le tribunal de l'Histoire.

Jeannot Ramambazafy – 14 avril 2015

****

DEUXIEME EDITION DE LA REUNION DU
GROUPE INTERNATIONAL DE SOUTIEN A MADAGASCAR (GIS-M) Local
Antananarivo, le 13 mars 2015

COMMUNIQUE DE PRESSE CONJOINT

La deuxième édition de la réunion du GIS-M local s'est tenue le 13 avril 2015 à l'Hôtel Carlton d'Antananarivo, sous la co-présidence de Son Excellence Madame ATALLAH Béatrice, Ministre des Affaires Etrangères, et de Son Excellence Madame Hawa Ahmed YOUSSOUF, Représentante Spéciale de la Présidente de la Commission et Chef du Bureau de Liaison de l'Union africaine (UA). Cette réunion a vu la participation des membres du Gouvernement et des Institutions malgaches impliqués dans les thématiques, dont la mise en œuvre de la Feuille de route et les réformes entreprises par le Gouvernement malgache. Les représentants du système des Nations Unies, de l'Union Européenne, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale, ainsi que les pays partenaires accrédités à Madagascar y ont également pris part.

Le GIS-M Local constitue une plateforme de dialogue et d'échanges entre la partie malgache et les membres de la Communauté internationale, qui a pour mandat de soutenir les efforts du Gouvernement en vue du redressement post crise à Madagascar.

Cette rencontre a été l'occasion pour la Partie malgache de faire un état des lieux sur les avancées majeures enregistrés dans le cadre des programmes de réformes sectorielles, y compris la mise en place du cadre juridique dans les différents départements techniques.

Par ailleurs, les questions pendantes de la Feuille de route ayant trait à l'état d'avancement du processus électoral - cadrage juridique, organisation matérielle des élections communales et municipales dont la date a été fixée au 31 juillet 2015 – et à la mise en œuvre du processus de réconciliation nationale y ont été débattues.

Sur ce dernier point, le représentant de SEM le Président de la République a rappelé les démarches initiées sous l'égide du FFKM et la volonté du Chef de l'Etat de faire aboutir la réconciliation nationale en insistant sur la nécessité d'un environnement politique apaisé.

****

AFRICAN UNION
الاتحاد الأفريقي
UNION AFRICAINE
UNIÃO AFRICANA
BUREAU DE LIAISON DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE A MADAGASCAR
REGUS Bâtiment A1 - Explorer Business Park - Village des Jeux
Ankorondrano - Antananarivo 101 - Tel: 0202251212 - Email: au-madagascar@africa-union.org

2ème RÉUNION DE LA BRANCHE LOCALE DU GROUPE INTERNATIONAL DE SOUTIEN A MADAGASCAR (GIS-M)

Antananarivo, MADAGASCAR

13 avril 2015

ALLOCUTION DE LA REPRESENTANTE SPECIALE ET CHEF DU BUREAU DE LIAISON DE L'UNION AFRICAINE A MADAGASCAR

Excellence Madame la Ministre des Affaires Etrangères ;

Mesdames et Messieurs les Ministres, et les Chefs d'Institutions nationales

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques et Représentants des Organisations internationales,

Mesdames et Messieurs, en vos rangs, grades et titres,

J'ai l'insigne honneur de co-présider, avec Son Excellence Madame la Ministre des Affaires Etrangères, la 2ème réunion de la branche locale du Groupe international de soutien à Madagascar (GIS-M) depuis la tenue le notre 1ère réunion du 9 juillet 2014 . .

Ainsi, je saisis cette occasion pour vous renouveler mes remerciements d'avoir rehaussé de votre présence la présente réunion au cours de laquelle, je l'espère, nous allons avoir aujourd'hui des discussions constructives et fructueuses.

Cette réunion de notre Groupe, nous permettra d'affirmer une fois de plus notre volonté de nous rapprocher et de revisiter autant que possible les réalités politiques, socioéconomiques, et sécuritaires de Madagascar et de mieux apprécier l'ampleur des défis, qu'ensemble, nous nous devons de relever.

Ce qui constitue pour la partie internationale une excellente occasion pour discuter aussi sur les initiatives et stratégies pouvant accompagner davantage les efforts multiformes entrepris par le Gouvernement malgache dans le cadre de la vision des objectifs contenus dans la Politique générale de l'Etat sous l'impulsion du Premier Ministre, le Général Jean Ravelonarivo.

Au nom de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Dr. Nkosazana Dlamini-Zuma, ainsi que celui du Commissaire à la Paix et à la Sécurité, l'Ambassadeur Smail Chergui, et en mon nom propre, je voudrais exprimer toute notre reconnaissance à SEM le Président de la République pour avoir autorisé son Gouvernement de faciliter la tenue de cette réunion.

En acceptant de co-présider cette réunion, les autorités malgaches apportent ainsi une preuve supplémentaire de leur engagement à répondre aux attentes de la communauté internationale et à contribuer efficacement à la recherche des solutions pérennes pour restaurer l'Etat de droit, consolider les acquis de démocratie et de paix sociale, relever les défis auxquels le pays est confronté.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Depuis la fin de notre 1ère réunion, la situation générale de Madagascar a largement évolué et a été marquée, entre autres, par les faits majeurs et événements suivants :

- la tenue des élections législatives partielles, en août 2015 ; le retour inopiné, le 13 octobre 2014, de l'ancien Président Marc Ravalomanana, la libération des détenus politiques, y compris l'allégement des mesures de résidence surveillée de Mr Marc Ravalomanana dans le cadre de la réconciliation nationale initiée par le FFKM. Ces deux actes hautement politiques ont été largement salués comme ils concourent à la consolidation des acquis démocratiques en cours.
- la nomination d'un nouveau Premier Ministre, en janvier 2015, et la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale.

A cela s'ajoute, l'adoption d'une série des lois et textes subséquents en vue du parachèvement du cycle électoral qui passe par la tenue des élections communales et la décentralisation effective. Toutefois, le respect du calendrier ainsi fixé pour l'organisation des élections communales dépendra surtout de l'état de financement du budget envisagé et de la situation financière du PACEM. Ces éléments pendants pourraient constituer le centre névralgique des incertitudes pour la tenue de ces élections.

(Parallèlement, le processus de mise en œuvre ou la restructuration des principales institutions de l'Etat et de la consolidation de la démocratie se poursuit. Il convient de relever l'adoption par l'Assemblée nationale d'un certain nombre de textes législatifs concernant, entre autres, la mise en place de la Haute Cour Constitutionnelle ; la création de la Haute Cour de Justice ; la mise en place du Conseil Supérieur de la Magistrature ; la création et mise en place du Sénat et la loi sur le Haut Conseil pour la Défense de la démocratie et l'Etat de Droit).

Excellence, Mesdames et Messieurs,

L'Union Africaine a déployé une mission auprès des autorités malgaches en novembre 2014, dans le cadre du plaidoyer et de la Promotion de la Charte Africaine de la Démocratie ; des Elections et de la Gouvernance afin d'accélérer le processus de sa ratification. Charte qui a déjà fait l'objet d'une présentation devant les députés à L'assemblée nationale.

Au regard de l'évolution ambigüe et flottante de la nouvelle situation politique créée, en février 2015, par le retrait des anciens Chefs d'Etat, Albert Zafy et Andry Rajoelina, du processus de la réconciliation nationale dirigée par le FFKM, la communauté internationale reste préoccupée par cette situation, y compris celle qui prévaut au FFM. A cela s'ajoute, certains aspects pendants de la Feuille de route comme du Fonds national de solidarité, l'amnistie et l'indemnisation des victimes des événements de 2002 et 2009.

Face à cette nouvelle situation, j'exhorte tous les acteurs politiques, y compris Messieurs Albert Zafy et Andry Rajoelina, de retrouver la voie du dialogue politique en cours, à un moment crucial où la situation actuelle exige une prise de conscience unanime de la classe politique malagasy qui devra mettre en avant les vertus du Dialogue et du Fihavanana.

Mesdames et Messieurs,

Il importe de souligner que la situation socioéconomique de Madagascar a été marquée par des grèves discontinues d'étudiants, d'enseignants et d'autres fonctionnaires de l'Etat. Toutes les parties prenantes doivent observer les textes et lois en vigueur dans le pays pour ne pas anéantir les efforts du Gouvernement et des partenaires techniques et financiers.

Par ailleurs, des faits encourageants ont été enregistrés dans la mise en œuvre du Plan national de développement et des mesures liées à la bonne gouvernance, à côté des contributions financières de la communauté internationale.

Malgré une accalmie précaire et volatile, la situation sécuritaire à Madagascar reste toujours marquée par une insécurité persistante, y compris une criminalité organisée et le grand banditisme dans la capitale et dans certaines provinces du pays.

Pour y faire face, nous encourageons le Gouvernement de redoubler d'efforts pour restaurer l'autorité de l'Etat et la sécurité et nous pensons que ce sera fait dans le cadre de la Réforme du secteur de la Sécurité. l'Union Africaine et d'autres partenaires facilitent actuellement la coordination des actions en faveur de cette Réforme. La nécessité d'engager une réforme profonde du secteur de la sécurité, en tant que composante de la gestion et de la promotion de la paix et de la sécurité intérieure, devient de plus en plus importante.

Mesdames et Messieurs,

Sur le volet social, le pays a fait face à une crise humanitaire due aux aléas des cyclones dont les conséquences sont venues encore compliquer la situation sociale des populations. En se joignant aux contributions d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux de Madagascar, la Commission de l'UA a accordé un don de 100.000 dollars au profit du Bureau National de la Gestion des risques et catastrophes, en mars 2015.